



VERSEMENT 1155 W

Description globale : Politique de l'emploi des entreprises et collectivités locales

Dates extrêmes : 1981-1985

Importance matérielle : 17 articles

Service producteur : Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Service de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Cité administrative Beurnonville

Service versant :

Date d'entrée : octobre 1995

Communicabilité maximum : 30 ans

Début communicabilité : 01/01/2013

Fin communicabilité : 01/01/2016

Date de rédaction du bordereau : octobre 1996

N° d'entrée : 17069

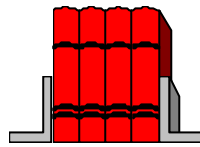
Cote de l'inventaire : 1AD10 415

La communicabilité des documents est indiquée en fonction des délais spécifiés par la loi Archives n° 79-18 (30 ans, 60 ans, 100 ans à compter de la date du document, 120 ans ou 150 ans à compter de la date de naissance de la personne). Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Certains dossiers sont communicables immédiatement, que ce soit au titre de la loi n° 78-753 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs, ou au titre de la loi Archives n° 79-10 et pour lesquels le délai de 30 ans est écoulé.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

© Archives départementales de l'Aube, 1997 - Reproduction interdite (Loi du 1er juillet 1992 articles L 335-2 et 335-3 ; Loi du 17 juillet 1978, article 10)



PRESENTATION

La Direction Départementale du Travail et de l'Emploi (D.D.T.E) regroupe son activité autour de trois attributions majeures : le contrôle de l'application de la législation du travail, la mise en oeuvre des politiques en faveur de la formation professionnelle.

Dans le cadre du service public de l'emploi, la D.D.T.E assure également les liaisons et la coordination des actions avec d'autres partenaires que sont notamment l'Agence Nationale Pour l'Emploi (A.N.P.E), l'A.S.S.E.D.I.C, la Mission Locale pour l'Emploi et d'autres organismes de même ordre.¹

Le service de l'Emploi et de la Formation Professionnelle regroupe ses actions autour de trois activités essentielles : formation des demandeurs d'emplois (conventions de stage de formation, fonds d'Action Sociale), défense de l'emploi (aide aux entreprises pour la formation et l'adaptation des salariés, prévention, accompagnement des restructurations d'entreprises), promotion de l'emploi (aide aux chômeurs créateurs d'entreprise, conventions promotion emploi, entreprises d'insertion, emplois familiaux, dispositif RMI).

Ce versement contient des dossiers relatifs aux conventions d'Allocation Spéciale du Fonds National de l'Emploi : dossiers constitués par les entreprises du département. On trouve également des contrats solidarité pré-retraite pris au niveau national (signataires : président ou directeur de l'entreprise puis Ministre délégué auprès du Premier Ministre de l'Emploi). Certains de ces contrats sont pris au niveau départemental (signataires : président ou directeur de l'entreprise et préfet)

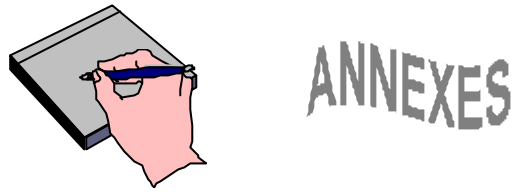


PLAN DU BORDEREAU

N° Articles	Description	Dates extrêmes
1 - 3	Allocation Spéciale du Fonds National de l'Emploi : élaboration de conventions (classement par ordre alphabétique des entreprises)	1981-1985
1	Dossiers des entreprises de A à F	
2	Dossiers des entreprises de E à P	
3	Dossiers des entreprises de R à V	
4 - 17	Contrats solidarité pré-retraite : constitution des dossiers par les entreprises	1982-1983
4-13	Dossiers des entreprises établis au niveau départemental	
14-16	Dossiers des entreprises établis au niveau national	
17	Dossiers des collectivités locales	1982

¹ Renseignements puisés dans l'Annuaire des services publics de l'Aube, année 1994(cote 1 j 596)

--	--	--



Liste des sigles rencontrés dans ce versement

A.S : Allocation Spéciale

D.D.T.E : Direction départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

F.N.E : Fonds National de l'Emploi

Dossier-type 1 - 3 : dossiers Allocation du F.N.E

- 1 exemplaire de la convention signée conjointement par le Ministère du Travail et l'entreprise
- tableau récapitulatif des fonds à verser au F.N.E relatifs à la participation des salariés
- circulaire prise par la Direction du Travail et de l'Emploi, déterminant la participation salariée
- formulaire d'enregistrement de la demande d'adhésion (avec le nom du ou des bénéficiaires)
- correspondance entre l'entreprise et la D.D.T.E

Dossier-type de 4 - 17 : dossiers de contrat Solidarité pré-retraite

- 1 exemplaire du contrat signé par l'entreprise et le Ministère du Travail ou le Préfet
- avenant au contrat
- attestation de la D.D.T.E confirmant l'embauche des personnes
- enregistrement de la demande d'adhésion au contrat de solidarité pré-retraite démission (nom des personnes sous contrat)

1155 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communi- cabilité
1 - 3	Elaboration de convention spéciale du Fonds National de l'Emploi : classement par ordre alphabétique des entreprises	1981 - 1985	
1	Entreprises de A à F : Absorba Poron (Troyes) ² Ets Agofroy (Aix-en-Othe), Sté Aquitaine de Bétons Moulés (Bar-sur-Seine, siège : Langon 33210), Coopérative Agricole de l'Aube (C.A.D.A, Troyes), Sté Campenon Bernard (Nogent-sur-Seine) ³ , Sté Chimique de la Route (Troyes), S.A Collomb Mobilier (Maizières-la-Grande-Paroisse) ⁴ , Compagnie Française du Cristal (Bayel), Sté Cornu Kiffel (Romilly-sur-Seine), Sté Cycles Peugeot (Romilly-sur-Seine), Ets Didier S.A (Mussy-sur-Seine), Sarl Dupré (Romilly-sur-Seine), Sté Elnor (Auxon), Fenwick-Manu- tention (Saint-Julien-les-Villas), Sté des Fromageries de Vaudes (Vaudes),	1981 - 1985	01/01/2016
2	Entreprises de G à P : Sté Gérard Fortier (Arcis-sur-Aube), Sté GIE (Nogent-sur-Seine) ⁵ , S.A Lebocey Industrie (Troyes), les Magasins Réunis (Troyes) ⁶ , Manufacture des pneumatiques Michelin (La Chapelle-Saint-Luc), Sté Mussy Emballages (Mussy-sur-Seine), Norelem (Sainte-Savine), Sté Nouvelle J.P.P (Maizières-la-Grande-Paroisse), P.A.C.T (Troyes), Sté Petitjean S.A (Saint-André-les-Vergers) ⁷	1981 - 1985	01/01/2016
3	Entreprises de R à V : Richard et Cie (Troyes), Rougier Océan Landex S.A (Mussy-sur-Seine), S.E.I.M.A (Sainte-Savine) ⁸ , Shell française (Saint-Martin-de-Bossenay), S.I.B.F (Sté industrielle Bertrand Faure, Nogent-sur-Seine), S.N.E.S (Saint-Julien-les-Villas), S.T.A.M (Sté Troyenne d'Applications Mécaniques, Troyes) ⁹ , T.E.O (Teinturerie de l'Est et de l'Ouest, Troyes) ¹⁰ , Sté Toulousaine de Minoterie (Moulins de Nogent-sur-Seine), Sté Tuileries de Saint-Parres (Saint-Parres-les-Vaudes), Sté Textiles de Bar (Bar-sur-Aube), Vitos Ets Vitoux (Troyes) ¹¹	1981 - 1985	01/01/2016

² signature de plusieurs conventions

³ Entreprise du chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine

⁴ Autre appellation de l'entreprise : Sté Nouvelle J.P.P

⁵ Entreprise du chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine

⁶ Plusieurs conventions, liste des personnes concernées par les licenciements et bénéficiant d'indemnités

⁷ Idem

⁸ Dans l'une des conventions, l'entreprise est également dénommée "Signal Vision"

⁹ Plusieurs conventions, liste des personnes concernées par les licenciements

¹⁰ Idem

¹¹ Idem. On note la présence d'un courrier daté de 1987

1155 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communi- cabilité
4 – 13	Dossiers des entreprises ayant conclus des contrats solidarité pré-retraite au niveau départemental : classement chronologique (par numéro de contrat) ¹²	1982 - 1983	
4	Dossiers du n°2 au n°30	1982	01/01/2013
5	Dossiers du n°31 au n°65	1982	01/01/2013
6	Dossiers du n°66 au n°106	1982	01/01/2013
7	Dossiers du n°107 au n°133	1982	01/01/2013
8	Dossiers du n° 134 au n°151	1982	01/01/2013
9	Dossiers du n°152 au n°171	1982	01/01/2013
10	Dossiers du n°172 au n°195	1982	01/01/2013
11	Dossiers du n°196 au n°223	1982	01/01/2013
12	Liste récapitulative des entreprises concernées par les numéros de dossiers : pas de classement alphabétique - inscription au fur et mesure de la date de souscription des contrats ¹³	1982	01/01/2013
13	Dossiers du n°1 au n°27	1983	01/01/2014
14 - 16	Dossiers établis par les entreprises au niveau national	1982 - 1983	
14	Dossiers des entreprises réparties dans l'ensemble du département, tous secteurs d'activités confondus	1982	01/01/2013
15	Dossiers des contrats établis pour le groupe Devanlay ¹⁴	1982	01/01/2013
16	Dossiers des entreprises : n°004, n°035, n°062,n°133	1983	01/01/2014
17	Dossiers établis par les collectivités locales	1982	
	mairie de Mailly-le-Camp, mairie d'Estissac, mairie de Troyes, mairie de Romilly, mairie de la Chapelle-Saint-Luc, syndicat départemental de distribution d'eau, centres hospitaliers (Troyes, Brieenne)	1982	01/01/2013

¹² Ce contrat appelé aussi "contrat Solidarité pré-retraite démission" mis en place par le gouvernement est une mesure destinée aux entreprises (ou collectivités locales) visant à aménager la durée du travail, l'organisation des départs anticipés volontaires à la retraite et l'augmentation des effectifs

¹³ Numérotation discontinue

¹⁴ Entreprises constituées de nombreuses filiales